

PROCÈS EN APPEL SUR LE SÉISME DE BOUMERDÈS

Acquitement définitif pour les 36 accusés

Relaxe pour les 36 accusés poursuivis dans le cadre du procès sur le séisme. C'est le verdict prononcé par le président du tribunal correctionnel de la cour de Boumerdès qui a jugé cette affaire en appel.

Pour rappel, le parquet avait requis contre les 27 accusés, la semaine écoulée, des peines allant de deux à trois ans de prison ferme, assortie de 10 000 et 50 000 DA d'amendes. On s'en souvient, le tribunal correctionnel de Boumerdès avait condamné, le 21 juillet 2007, 27 d'entre eux à 2 années de prison ferme et 500 000 DA d'amende. Un seul accusé, Harani Abdelkader, est condamné à 3 ans de prison ferme et 500 000 DA d'amende, un verdict déjà prononcé par le tribunal correctionnel de Boumerdès. La justice considère ce dernier comme étant en fuite. En effet, il était absent lors du procès en première instance et lors de celui intenté

par le parquet en appel. Par contre, le procureur avait demandé l'extinction des poursuites contre un entrepreneur qui avait écopé de 2 ans de prison ferme et qui est décédé.

C'est une explosion de joie générale qu'a vécu hier la salle des actes de l'université de Boumerdès où s'est déroulé ce procès. «C'est une décision qui vaut plus qu'un siècle de bonne gouvernance», estime M^e Bourayou qui ne cachait pas sa satisfaction. De son côté, M^e Sahraoui a salué le courage des trois magistrats qui ont pris cette décision. «Ils ont remis la justice sur le droit chemin», ironisait-il, laissant entendre que ce procès ne devait pas se tenir. «Je suis content, la justice a recon-



Le dossier est clos.

Photo : Samir Sid

nu que les accusés n'étaient pas coupables. Je salue le courage du président et des deux magistrats», nous dira M. Akkad, cadre dans un bureau d'études, poursuivi et condamné précédemment à deux années de prison ferme «Quel soulagement. La justice a primé», nous déclare le P-dg de l'EPLF

poursuivi mais relaxé lors du premier procès.

Ce verdict clot juridiquement le dossier du séisme de Boumerdès. Les prévenus, qui souffrent depuis 2003, ne peuvent qu'être heureux. Mais sur le plan moral et éthique, a-t-il répondu à tous les questionnements ?

Abachi L.

ALORS QU'ELLE A PRONONCÉ, EN 2008, 219 PEINES CAPITALES CONTRE DES TERRORISTES

La justice de Boumerdès face aux pilleurs de sable

«La lutte contre le pillage du sable sera la priorité du parquet général de la wilaya de Boumerdès», clame Boumediène Bacha, procureur général au niveau de la cour de Boumerdès, dès l'entame de son point de presse qu'il avait animé au siège de la cour pour présenter le bilan des activités de son département.

«La lutte contre le pillage du sable sera la priorité du parquet général de la wilaya de Boumerdès», clame Boumediène Bacha, procureur général au niveau de la cour de Boumerdès, dès l'entame de son point de presse qu'il avait animé au siège de la cour pour présenter le bilan des activités de son département.

Dans la voix du magistrat, il y a avait, en effet, de la colère, de l'indignation mais surtout de la détermination. Il prend à témoin l'opinion publique pour mener cette bataille jusqu'au bout.

«Je poursuivrais tous les délinquants et je veillerais à ce que la loi soit appliquée dans toute sa rigueur et à tous les niveaux. Je veillerais également à ce que les équipements dont se servent les pilleurs soient confisqués», dit-il avant de demander aux présents de la patience pour juger de son engagement. Il était temps qu'un responsable de la justice fasse cas de détermination face à ce la mafia du sable qui est également la pourvoyeuse d'éléments pour les seriate du GSPC Qaïda Maghreb.

Par ailleurs, il n'est un secret pour personne que l'argent sale tiré du pillage de sable alimente directement les caisses du GSPC. D'ailleurs, selon des informations obtenues

auprès des services de sécurité, ce sont souvent les «émirs» qui gèrent directement le créneau du pillage. Ce sont eux qui, selon plusieurs sources, attribuent les autorisations de vol et encaissent les droits de passage comme par exemple celui du CW 18 (Sidi-Daoud/Bordj Ménaïel). Il y a même des émirs qui embauchent des jeunes en leur attribuant un salaire pour charger, à la pelle, des camions de pilleurs. «Nos deux patrouilles qui ont fait l'objet récemment d'attentats à l'explosif dans l'est de la wilaya de Boumerdès revenaient d'un contrôle d'une plage», nous confie un officier de la gendarmerie.

Selon lui, les terroristes créent un climat d'insécurité en multipliant les attentats à l'explosif pour empêcher les services de sécurité de s'approcher des rivages où ce prélèvement illégal s'y déroule.

«Tous les «émirs» encore en activité ont été d'anciens pilleurs de sable», nous a déclaré un autre officier supérieur de l'ANP. La connivence entre le terrorisme islamiste et les trafiquants de sable n'est plus à déterminer. D'aucuns estiment que ce combat contre ces charognards qui massacrent l'environnement, le potentiel agricole et touristique de la wilaya n'est pas l'apanage de la justice mais aussi celui de la société civi-

le, des élus locaux ou des simples citoyens et les agents de l'Etat doivent être inflexibles. Ces parties doivent sensibiliser les autoconstructeurs, les fabricants et les revendeurs de matériaux sur le fait que l'argent du sable servira probablement à financer des attentats.

La justice et la lutte contre le terrorisme

La justice de Boumerdès assume sa part dans la mission de la lutte contre l'insurrection armée des islamistes. Elle juge et rend des verdicts contre les terroristes. Durant les deux sessions de l'année en cours du tribunal criminel, les juges ont eu à traiter 263 affaires liées exclusivement aux actes criminels commis par les terroristes armés ou des individus impliqués dans les réseaux de soutien.

Les accusés étaient au nombre de 468. Une majorité, plus exactement 218 d'entre eux, généralement en fuite, a été condamnée par contumace à une peine capitale tandis qu'un outre accusé, présent lors du procès le concernant, a écopé de la même sentence. Les juges du tribunal criminel de Boumerdès ont, en outre, condamné 72 accusés, majoritairement en fuite également, à des peines de prison à perpétuité. Des condamnations variant entre 5 et 20 ans de prison ferme ont été prononcées contre 155 individus accusés de divers actes criminels liés au terrorisme. Par contre, 42 prévenus ont été relaxés par les juges.

L. H.

PRÉ-INSCRIPTIONS À L'UNIVERSITÉ

Le LMD peine à décoller

Il faut le booster, certes ! Le nouveau système Licence Master Doctorat (LMD) peine à démarrer, malgré les efforts consentis par l'université algérienne pour promouvoir ce système et entraîner un maximum de bacheliers dans l'aventure intellectuelle qui démarre par une licence et s'achève par un diplôme de doctorat, qui mènera son titulaire vers une carrière professionnelle brillante.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Opérationnel depuis la rentrée universitaire 2004/2005, le LMD a suscité beaucoup d'interrogations auprès des nouveaux étudiants qui craignaient d'être les «vic-times» d'une nouvelle expérience pédagogique, vouée, selon les critiques, à l'échec. Ne connaissant pas les aboutissants de ce système, les bacheliers semblent frileux et évitent de prendre des risques. L'université d'Alger, qui vient de célébrer la sortie de la première promotion de licenciés dans le système LMD, n'a pas enregistré, à l'occasion des pré-inscriptions de bacheliers de la session 2008, un grand engouement de la part des nouveaux. Environ 4 000 étudiants sont inscrits en effet dans les 30 disciplines ouvertes cette année pour le système LMD. Il n'y avait que six filières l'année précédente.

Selon le recteur de l'Université d'Alger, M. Tahar Hadjar, «la sortie de la première promotion dans le LMD a été un grand succès, sachant que 75 % des licenciés ont été admis en master, sans difficultés». Pour rappel, l'Université d'Alger a déployé, pour la réussite de cette expérience, d'énormes moyens, puisqu'un campus complet, situé au pôle universitaire de Beni-Messous, a été aménagé pour les étudiants LMD, à l'image de ce qui se fait en Occident, pour le même système. Pour savoir à quoi correspond concrètement ce modèle, M. Hadjar explique que chaque étudiant, dès la première année de son cursus, peut d'ores et déjà présenter un projet d'études qui le conduira vers le doctorat. Suivant des cours souples au plan du volume horaire, les étudiants en LMD disposent d'un temps suffisant pour se consacrer au travail de recherche scientifique et de stages externes. «Notre but dans le LMD est d'arriver à former des étudiants opérationnels dès leur sortie de l'université», poursuit M. Hadjar. Interrogés sur la chance des étudiants d'accéder au master et au doctorat, notre responsable assure que pour les premières promotions, cela devrait être possible pour la grande majorité, sachant qu'il n'y a pas une adhésion massive à ce système. Mais dès lors que celui-ci devient plus généralisé, il serait question de faire un tri et d'orienter les autres vers la vie professionnelle, en leur faisant gagner une année par rapport au système de licence qui est en usage dans l'enseignement supérieur.

Evocant toutefois le manque de débouchés pour les diplômés du système LMD, le recteur de l'Université d'Alger affirme qu'il est prématuré de faire un constat, puisque la première promotion qui vient de sortir va poursuivre son cursus en master. Cependant, le facteur qui pourrait être bloquant à l'avenir serait celui de l'implication du secteur économique. «Sans les entreprises économiques, les ministères et les universités étrangères partenaires, ce système ne pourra pas se propulser», dit-il, affirmant que «la théorie doit être suivie de pratique, pour mûrir les projets des étudiants qui veulent aller vers le doctorat». Il s'agit là, effectivement, de quelques secrets que recèle le système LMD, qui, au jour d'aujourd'hui, ne sont pas suffisamment transmis aux bacheliers d'une manière explicite, afin qu'ils se décident à faire ce choix. Faut-il le préciser, la mode, pour cette année, a commenté le chargé de communication de l'Université d'Alger, «vire pour le commerce et la pharmacie». Cela dénote le manque d'information et de communication sur le système LMD. Mais, il est important de le rappeler, la frilosité est d'abord venue de la famille universitaire, effrayée par les changements apportés par le nouveau système.

R. M.